

**SDS n° 62, avril 1974**

Interventions faites par Michel Raptis lors d'une série de colloques auxquels il a assisté. La première (« sur le concept global de l'autogestion ») a été faite lors du colloque qui a été organisé en février 1974 à Paris à l'initiative de la CFDT. Le texte de la deuxième (« Sur quelques enseignements fondamentaux de l'expérience chilienne ») a été soumis au colloque qu'a organisé à Amsterdam le « Transnational Institute » à la fin de février 1974. La troisième enfin (« Tchécoslovaquie: un défi permanent; une interrogation fondamentale ») a été faite lors du colloque international organisé à Bièvres (France) fin février 1974

**SUR LE CONCEPT GLOBAL DE L'AUTOGESTION.**

C'est un fait de portée historique qu'une organisation de l'importance de la CFDT, importance acquise dans le mouvement ouvrier français et international, s'engage de manière si sérieuse, si approfondie, si totale dans la voie du socialisme d'Autogestion. Il me paraît difficile d'aborder la question de l'Autogestion du particulier au général, de vouloir par exemple examiner les questions que posent l'organisation et la division du travail dans le cadre des entreprises, sans préciser la conception globale de l'Autogestion. Car il est évident que nombre des questions posées au niveau de l'entreprise se trouvent éclairées, facilitées dès qu'on envisage le fonctionnement de l'entreprise dans son contexte global, celui d'une société gérée dans tous les domaines et à tous les niveaux par le principe de l'Autogestion. Par exemple l'ampleur et les limitations de l'Autogestion au niveau d'une entreprise s'éclairent quand on considère l'entreprise dans son insertion dans l'ensemble de la société autogérée, dans le plan social global qui la caractérise, démocratiquement élaboré et appliqué. Par exemple également, organisation et division du travail au sein d'une entreprise sont fonction d'un ensemble de facteurs ayant une détermination différente dans le cadre d'un régime capitaliste, d'un régime de « socialisme » bureaucratique, ou d'un socialisme basé sur l'auto gestion. Machines, genre d'énergie, conditions et finalité de la production sont des facteurs en interaction, mais en dernière analyse déterminés par ceux qui décident de la production et de sa finalité. Dans une société autogérée, la production aura une finalité sociale, démocratiquement définie, qui conditionnera pour beaucoup le genre des machines et de l'énergie

et l'organisation des hommes, par rapport à une telle production, dans de telles conditions matérielles. Il faut donc envisager l'Autogestion dans sa conception globale. L'Autogestion socialiste doit être envisagée en tant que processus global s'étalant sur toute une période historique. Cette conception répond déjà aux arguments de ceux qui, prétextant toutes sortes de difficultés découlant du niveau économique et culturel, essaient de « démontrer » « l'irréalisme » de l'Autogestion. Il ne s'agit pas, certes, d'appliquer d'emblée l'Autogestion « parfaite » mais de la concevoir comme un processus de perfectionnement incessant. L'Autogestion socialiste, c'est-à-dire l'organisation démocratique de la vie sociale tout entière et non seulement au niveau de l'économie et des entreprises, directement par les producteurs, les travailleurs, les citoyens, si elle s'étale nécessairement sur toute une période historique, doit commencer dès la prise du pouvoir et se perfectionner progressivement selon l'amélioration des conditions économiques et culturelles qui la déterminent en dernière analyse. En effet, les conditions de l'autogestion conçue comme un processus global, historique (s'étalant sur toute une période historique) sont d'ordres objectif et subjectif. Ordre objectif tout d'abord : c'est le nouveau niveau atteint par les forces productives, leur nouvelle qualité, qui rend l'autogestion socialiste à la fois nécessaire et possible : il est donc limitatif de se référer à l'Autogestion comme étant essentiellement l'aspiration séculaire des travailleurs à la démocratie directe. Ce qui est nouveau, déterminant, c'est que cette aspiration est actuellement nécessaire et possible, découlant du nouveau niveau atteint par les forces productives, y compris l'élévation culturelle des masses qui exige et permet une autre organisation de la société. Ordre subjectif également : à savoir la nécessité que l'ensemble des facteurs politiques de l'Etat se réclamant du socialisme soit sincèrement acquis à l'idée de l'Autogestion et contribue à aider les travailleurs et les citoyens dans l'application et le perfectionnement continu de l'autogestion en tant que principe régissant la restructuration de la vie sociale dans tous les domaines et à tous les niveaux. Il faut qu'Etat, Partis, Syndicats concourent à ce but, autrement il sera facile de « démontrer » que Travailleurs et citoyens sont « incapables » de gérer la société et nécessitent les « spécialistes », les « éduqués », les « dirigeants ». C'est dans ce domaine qu'il sera nécessaire d'accomplir une véritable « Révolution culturelle » afin que les Partis

et les Syndicats se réclamant du Socialisme, abandonnent leurs conceptions élitistes, cessent de concevoir le socialisme comme le régime où la classe et les travailleurs gouvernent essentiellement à travers les médiations de l'Etat, des Partis, des Syndicats, et les aident au contraire à gérer, eux, directement, la vie sociale tout entière. Pour acquérir une telle conception du socialisme, et du rôle des facteurs subjectifs (Partis, Syndicats), il est nécessaire dès maintenant d'éduquer les militants et les masses dans cet esprit. Il faut que Partis et Syndicats fassent dès maintenant un immense effort de formation et d'éducation des travailleurs et des citoyens, diffusant, explicitant par tous les moyens possibles la conception du processus global de l'autogestion socialiste. Pas seulement d'ailleurs la conception, mais également la pratique de l'autogestion, aussi limitée qu'elle soit à l'étape actuelle. Pendant les périodes « calmes », « normales », de la lutte des classes, il faut développer toutes les formes possibles de « contrôle ouvrier » dans les entreprises, afin d'influer sur l'organisation et la division du travail selon les intérêts des travailleurs. Mais des occasions se présenteront dans les conditions actuelles, pour que des expériences « à la LIP » se développent, où il ne s'agit plus de simple « contrôle ouvrier », mais d'exercice de gestion d'apprentissage direct de gestion. Le « contrôle ouvrier » sert à l'apprentissage de la gestion et doit être éclairé et conçu dans ce sens. Une expérience « à la Lip » constitue une étape supérieure. Une expérience à la « MAI 68 » de nouveau possible, dans le contexte de la longue et profonde crise inédite, qui s'empare du système capitaliste, pose la question sur un niveau encore plus élevé. Il s'agit là d'une crise nationale révolutionnaire majeure où des millions de travailleurs et de citoyens se mobilisent activement, occupant entreprises, services sociaux divers, écoles, etc. et les gérant eux-mêmes. En agissant ainsi, ils posent objectivement la question de la prise du pouvoir total, du passage du pouvoir partiel, qu'ils détiennent ainsi, au pouvoir total. Ainsi s'éclaire mieux la conception globale de la stratégie de l'Autogestion, pédagogie de la lutte révolutionnaire pour le pouvoir et base du socialisme de demain.

#### QUELQUES ENSEIGNEMENTS FONDAMENTAUX DE L'EXPÉRIENCE CHILIENNE

L'expérience chilienne est riche d'enseignements pour le mouvement ouvrier international. Il s'agissait au Chili, pays

ayant de longues traditions démocratiques et doté d'un puissant mouvement ouvrier, « d'avancer au socialisme » « pacifiquement » dans le cadre de la légalité constitutionnelle. La direction officielle de l'Union Populaire et le Président Salvador Allende ont scrupuleusement respecté cette règle de conduite. Or, on sait dans quelles conditions dramatiques l'expérience a pris fin et quelle est encore l'ampleur de la répression sauvage qui s'abat sur le Chili. On envisage que demain en France ou en Italie se forment des gouvernements de « Gauche » issus, à la suite d'une victoire électorale d'une coalition « démocratique » dans laquelle prédomineraient les grands partis traditionnels de la classe ouvrière dans ces pays : P.C. et P.S. C'est par rapport à une telle perspective, nullement improbable avec l'éclatement d'une longue et profonde crise du système capitaliste, qu'il est nécessaire de tirer quelques leçons capitales de l'expérience chilienne. Ces leçons me paraissent être les suivantes : Une victoire électorale d'une coalition du genre de celle de l'Union Populaire déclenche un processus objectivement révolutionnaire. Ceci par le jeu d'interaction qui s'établit d'emblée entre les mesures radicales prises par le gouvernement et conformes à son programme (nationalisation, réforme agraire, etc..) et la mobilisation de la base populaire d'un tel gouvernement. De larges masses considèrent que ce dernier est dans un sens « leur gouvernement » ce qui contribue à catalyser leur activité révolutionnaire. Les mesures prises par le gouvernement pour autant qu'elles soient vraiment radicales dans le domaine des nationalisations touchant les principales entreprises impérialistes et monopolistes indigènes, ainsi que dans le domaine de la réforme agraire (pour des pays du type du Chili) touchant la grosse propriété foncière, déclenchent, outre la réaction violente de l'impérialisme, une féroce lutte de classes. C'est une terrible illusion que de croire parce que les mesures se limiteraient par exemple à liquider le secteur « impérialiste », « monopoliste », et « oligarchique » que cela suffirait à souder autour du gouvernement la majorité écrasante de la nation, y compris ladite « bourgeoisie nationale » et des couches moyennes. De telles mesures ont comme effet inévitable de désorganiser le fonctionnement normal du capitalisme de provoquer dans l'immédiat toute sorte de difficultés aggravées par la réaction immédiate et de l'impérialisme et des classes privilégiées indigènes (...). La réaction des couches privilégiées est motivée par la

peur que leur inspire la dynamique globale du processus déclenché. Elles s'aperçoivent que pour faire face à la désorganisation du fonctionnement normal du capitalisme provoquée par les mesures initiales, d'autres mesures radicales deviendront nécessaires, sinon inévitables. D'autre part, la mobilisation commencée des masses ne ferait que s'accroître. Ce deuxième aspect de la question a tendance à devenir le plus déterminant. En effet quel est le contenu de la mobilisation des masses ? L'appropriation progressive du pouvoir que détient la bourgeoisie dans les entreprises, les champs, les services, les communes, les régions, la nation. Tout processus véritablement révolutionnaire se caractérise par la création d'organismes dans lesquels s'exprime la tendance au pouvoir direct des travailleurs et des citoyens. Au Chili cela s'est manifesté par le rôle des travailleurs dans les conseils d'administration des entreprises, les conseils de paysans, les commandos communaux, les cordons industriels. Malgré leur forme souvent embryonnaire, tous ces organismes manifestaient clairement la tendance des masses mobilisées : créer leur pouvoir direct de la base au sommet. Ainsi s'est installé au Chili un régime en réalité de double pouvoir : d'un côté celui de la bourgeoisie avec son armée, sa police, sa justice, son parlement et tous les éléments qu'elle possédait toujours au sein de l'appareil de l'économie et de l'Etat, et de l'autre côté celui des organismes de masses et des secteurs de l'Etat qui leur étaient favorables y compris naturellement le gouvernement. Mais ce gouvernement n'était pas le pouvoir total, réel, partagé en réalité entre la bourgeoisie et les masses, la bourgeoisie restant toujours privilégiée dans ce partage. La bourgeoisie craignait cependant par-dessus tout que les masses ne parviennent à créer un état irréversible et dans le domaine des rapports de propriété et dans celui des rapports sociaux, et même sur le plan militaire, en organisant leurs milices armées, et en intensifiant la propagande révolutionnaire au sein de la masse des soldats de l'Armée. Tout cela a existé en tendance au Chili, et c'est la logique, la dynamique de cette tendance qui a déterminé l'impérialisme et les forces conservatrices (...)

#### LA TCHÉCOSLOVAQUIE : UN DÉFI PERMANENT ; UNE INTERROGATION FONDAMENTALE

L'année 1968 fut marquée par deux expériences capitales pour la redéfinition

de la démocratie socialiste, le renouveau du socialisme : celle de Mai en France ; celle du Printemps de Prague en Tchécoslovaquie. Il est significatif que ces deux expériences ont eu lieu dans des pays économiquement et culturellement avancés, ayant de longues traditions démocratiques. En France, des millions de jeunes, de travailleurs, de citoyens, femmes et hommes se sont mobilisés sur des aspirations et revendications d'un « genre nouveau », qui exprimaient en dernière analyse leur révolte contre les méfaits du régime capitaliste, autoritaire, hiérarchisé, oppresseur et exploiteur dans tous les domaines, et qui dans sa phase dite de « consommation » a surajouté les ravages du cadre écologique de la vie sociale, et le conditionnement insupportable de cette dernière, provoqués par la recherche effrénée du profit des grandes entreprises monopolistes. Le dénominateur commun fut l'aspiration à « l'auto gestion », c'est-à-dire à l'organisation démocratique de la vie sociale tout entière directement par les travailleurs et les citoyens. On connaît les progrès spectaculaires réalisés depuis en France dans l'élaboration d'un socialisme basé sur l'autogestion, progrès initiés, stimulés, fécondés par l'expérience historique de Mai 1968. Ce qui était à l'époque encore à l'état d'une aspiration vague est devenue avec le temps une conceptualisation approfondie d'un projet de société, conforme aux nécessités et possibilités actuelles. En Tchécoslovaquie, il s'agissait de la même aspiration, mais qui fut nourrie par des raisons différentes. C'est par le rejet critique du « Socialisme d'Etat » calqué sur le modèle de la monstrueuse dégénérescence bureaucratique de l'URSS sous le long règne de Staline et depuis, que de larges masses du pays, intellectuels, étudiants, ouvriers et travailleurs en général, sont parvenus à vouloir redéfinir le contenu de la démocratie socialiste. Dans la logique de cette démarche, l'expérience tchécoslovaque mettra en cause l'ensemble des conceptions et des structures du « Socialisme d'Etat » à la soviétique

pour découvrir, entre autres, la nécessité d'une participation directe des travailleurs dans les entreprises et toute la vie sociale ainsi que d'un programme d'ensemble basé sur les acquisitions de la science et le nouveau niveau atteint par les forces Productives grâce aux progrès et la dynamique de la « révolution scientifique ». L'idée de l'Autogestion en Tchécoslovaquie n'est pas seulement une invention des idéologues du Parti qui la considèrent comme une nécessité pour le

fonctionnement libre, équilibré, dynamique de l'économie moderne, et comme un élément indispensable de la démocratisation réelle de l'ensemble de la vie sociale, mais également une aspiration spontanée de la classe ouvrière et des travailleurs, qui commencent à la mettre en pratique sous la forme de Conseils Ouvriers dans toute une série d'entreprises du pays. Cette double démarche est très importante et significative. Car elle souligne que la revendication de l'auto gestion n'est pas le simple résultat du réveil de l'aspiration séculaire des Travailleurs à la démocratie directe, mais elle se nourrit essentiellement des conditions historiques actuelles, caractérisées par le nouveau niveau qu'atteignent les forces productives, y compris la culture. Entre la démarche des idéologues du Parti qui élaborent le « Projet de Thèses » qui, approuvé par le 14e Congrès clandestin du P.C.T. aurait dû constituer un avant-projet pour la version « définitive » du programme du parti : 9, et l'Exposé des Motifs de ce même congrès, et la démarche de la masse des travailleurs dans les entreprises à partir, plus particulièrement de mars 1968, il y a interaction la tendance des masses aspirant à un pouvoir direct, réel, dans tous les domaines de la vie sociale et à tous les niveaux, influençant les idéologues et cadres du Parti, incontestablement beaucoup plus conservateurs et toujours attachés au schéma du socialisme réalisé essentiellement à travers les médiations du pouvoir de la classe : Etat, Partis, Syndicats. Les « audaces » des idéologues manifestées dans les deux textes mentionnés, provenant de la part d'hommes qui appartenaient à un Parti fortement bureaucraté s'expliquent pour beaucoup par l'énorme pression sociale qui soulève le pays entre janvier-août 1968, et les initiatives hardies de la classe ouvrière à partir de mars 1968. Sous l'effet de cette pression, il y a eu transformation idéologique étonnante du P.C.T. qui se cristallise dans la tenue et les travaux du 14e Congrès clandestin de ce Parti. Certes les limitations sont encore nombreuses (mais ils) portent un témoignage éloquent sur la force acquise par le mouvement révolutionnaire traversant la société tchécoslovaque entre Janvier et août 1968. On était en train de définir le projet du socialisme basé sur l'autogestion, en partant d'une expérience réelle du « Socialisme d'Etat » bureaucraté, et d'une compréhension remarquable, grâce au niveau économique et culturel avancé du pays, des fondements matériels et culturels nouveaux de ce projet. C'est en cela que

consiste la valeur inégalée de l'expérience tchécoslovaque et qui complète celle de Mai 1968 en France. On comprend dans ces conditions la réaction violente de la bureaucratie soviétique et les raisons impérieuses qui ont déterminé son intervention brutale. De manière quasi-explicite, dans la pratique des masses tchécoslovaques, et dans la réflexion des cadres et militants du mouvement communiste du pays, on mettait en cause le modèle du « socialisme » à la soviétique, et on créait un exemple à proximité de l'URSS particulièrement explosif. La « normalisation », c'est-à-dire l'anéantissement des bourgeois du « Printemps de Prague », annonciateurs du Socialisme qui convient aux exigences et possibilités (...) devenait un impératif strict pour la bureaucratie soviétique. (...) Les événements de Berlin en 1953, de Hongrie en 1956, de Tchécoslovaquie en 1968, de Pologne en 1970, ont démontré que les masses dans ces pays, suivies par des couches importantes de la bureaucratie, de l'Etat et des Partis communistes, détenaient une force suffisante pour esquisser des mouvements autonomes tendant à rejeter le modèle du « Socialisme » bureaucratique à la soviétique et redéfinir le contenu de la démocratie socialiste véritable. (...)